

Unité départementale du Haut-Rhin
2 place du Général De Gaulle
BP 1354
68100 Mulhouse

Mulhouse, le 15/09/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



MHI MEA

1 rue de la Fonderie
68050 MULHOUSE

Références : 3945_2022_06_30_MHIMEA Mulhouse_VIIC conduite gaz

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/06/2022 dans l'établissement MHI MEA implanté 1 rue de la Fonderie à Mulhouse (68050). L'inspection a été annoncée le 15/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a porté sur la vérification du respect de certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 2014276-0013 du 03 octobre 2014 et notamment sur l'entretien des tuauteries de gaz naturel.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MHI MEA
- 1 rue de la Fonderie - 68050 Mulhouse
- Code AIOT dans GUN : 0006703945
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La Société MHI MEA produit et assemble des moteurs diesels utilisés principalement comme groupes électrogènes et unités de commande de pompes et de compresseurs. L'activité est autorisée au titre des ICPE pour les bancs d'essais des moteurs qui nécessitent l'utilisation de produits combustibles, de liquides inflammables et du gaz naturel.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- gestion des conduites de gaz naturel

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Tuyauterie d'alimentation générale de GN	Arrêté Préfectoral du 03/10/2014, article 8.3.3	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Détecteurs incendie et gaz sur bancs d'essais moteurs	Arrêté Préfectoral du 03/10/2014, article 8.3.1.2	/	Sans objet
4	Aire de chargement associée à la cuve de GNR	Arrêté Préfectoral du 03/10/2014, article 8.3.2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Tuyauterie de gaz naturel	Arrêté Préfectoral du 03/10/2014, article 8.3.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant réalise les vérifications des tuyauteries de gaz naturel, toutefois ces dernières ne sont pas exhaustives. En outre des écarts ont été relevés lors de ces vérifications qu'il convient de corriger dans un délai maîtrisé.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Tuyauterie de gaz naturel

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral n° 2014276-0013 du 03 octobre 2014 , article 8.3.3
Thème(s) : Tuyauterie de gaz naturel
Prescription contrôlée : <i>"Les tuyauteries contenant du gaz naturel font l'objet d'un suivi spécifique par l'exploitant. Un contrôle d'étanchéité est réalisé au moins une fois tous les 3 ans. [...]."</i>
Constats : L'inspection des installations classées a examiné le rapport d'intervention relatif au test d'étanchéité du réseau de gaz naturel daté du 4/12/2021. Ce rapport concerne la ligne d'alimentation moteur interieure, le local interne de distribution de gaz situé en extérieur et la ligne alimentant le Box des Skids Gaz. Ce rapport contient des non-conformités mineures à corriger comme la présence de bride, des raccords en fonte ductile ou encore l'absence de protection mécanique.
Observations : L'exploitant communiquera à l'inspection des installations classées son plan d'action pour corriger les non-conformités présentes dans ce rapport <u>dans un délai de trois mois.</u>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°2 : Tuyauterie d'alimentation générale de gaz naturel

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral n° 2014276-0013 du 03 octobre 2014, article 8.3.3
Thème(s) : Tuyauterie d'alimentation générale de gaz naturel
Prescription contrôlée : <i>"[...] La tuyauterie d'alimentation générale du site se trouvant à l'extérieur des bâtiments, fait l'objet en sus du contrôle d'étanchéité, d'un contrôle de corrosion de son corps (avec à minima contrôle d'épaisseur) et des équipements la supportant. L'exploitant met en place un dispositif de coupure automatique de l'alimentation en gaz de ses installations, en cas de détection de fuite sur cette conduite."</i>
Constats : Le rapport d'intervention relatif au test d'étanchéité du réseau de gaz naturel daté du 4/12/2021 ne comprend pas de contrôle portant sur la tuyauterie d'alimentation générale extérieure. Le contrôle commence au niveau de la "ligne alimentant le box des Skid gaz". Par message électronique du 27 juillet 2022, après la visite d'inspection, M2A a communiqué au service des installations classées un rapport d'audit effectué du 7 au 9 mars 2022 sur le réseau d'alimentation générale de gaz naturel situé sur l'emprise de MHI. Cet audit comprend un contrôle d'étanchéité apparente du réseau, un examen visuel et une étude de la conformité réglementaire du réseau. L'inspection des installations classées a relevé dans ce rapport : <ul style="list-style-type: none">- des écarts aux référentiels normatifs en vigueur,- une non-conformité aux prescriptions de l'article 8.3.3 de l'arrêté préfectoral du 3/10/2014 relative à l'absence du dispositif de coupure automatique en sortie du poste de livraison,- la présence de corrosion importante sur certaines parties (sortie du poste de livraison, extrémité du bâtiment 27-28, atelier 40, etc.),- l'absence de certains documents administratifs requis. Par ailleurs ce rapport ne comprend pas de contrôle d'épaisseur ni de contrôle des équipements supports.
Observations : L'exploitant a déposé un porter à connaissance au préfet le 11 février 2022 qui inclut la modification de la tuyauterie d'alimentation générale. Cette dernière sera enterrée et son parcours sera modifié, le poste d'alimentation général en gaz sera déplacé. Ces travaux doivent être effectués au printemps 2023. Dans l'attente de la mise en place du nouveau réseau enterré, l'exploitant transmet au service d'inspection, dans un délai d'un mois , les dispositions compensatoires mises en oeuvre permettant de pallier aux manquements constatés.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N°3 : Détecteurs incendie et gaz sur bancs d'essais moteurs

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral n° 2014276-0013 du 03 octobre 2014, article 8.3.1.2
Thème(s) : Détecteurs incendie et gaz sur bancs d'essais moteurs
Prescription contrôlée : "[...] <i>Une fois par an, l'exploitant vérifie le bon fonctionnement de l'ensemble de la chaîne : détection, coupure d'alimentation (asservissement lié au pressostat inclu)."</i>
Constats : L'inspection des installations classées a examiné le rapport d'intervention, n° 912467 daté du 15/01/2021, relatif au contrôle des détecteurs de gaz situés au banc d'essai et au niveau de la cabine de peinture, de leur centrale de gaz respective et du test des asservissements (fermeture vanne alimentation en gaz) associés. Ce rapport ne contient pas d'anomalie. Toutefois, ce rapport est daté de 2021, ce contrôle devant être réalisé tous les ans, l'exploitant adressera à l'inspection des installations classées le rapport d'intervention 2022, <u>dans un délai de deux mois.</u>
Observations : /
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N°4 : Aire de chargement associée à la cuve de GNR

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral n° 2014276-0013 du 03 octobre 2014, article 8.3.2
Thème(s) : Aire de chargement associée à la cuve de GNR
Prescription contrôlée : "..." <i>Les opérations de déchargement se font sur une zone dédiée à cet effet permettant de garantir le confinement des liquides en cas de fuite. L'aire de chargement associée au réservoir est aménagée pour la récupération des fuites, un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent sépare cette aire de son extérieur. Une réserve de produit absorbant en quantité suffisante est placée à proximité immédiate de l'aire d'empotage.</i> "..."
Constats : L'inspection des installations classées a constaté l'absence de seuil surélevé par rapport au niveau du sol sur une partie de l'aire de chargement de la cuve de GNR. 
L'exploitant prendra sans délai les mesures appropriées pour assurer l'étanchéité de l'aire de chargement de GNR ainsi que pour assurer le confinement de liquides en cas de fuites y compris en période de travaux.
Observations : /
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet